

Convention collective départementale

**IDCC : 898. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**

(Allier)

(21 juillet 1976)

(Etendue par arrêté du 17 octobre 1978,
Journal officiel du 17 novembre 1978)

ACCORD DU 13 JUIN 2013

**RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS, AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES
HIÉRARCHIQUES ET À LA PRIME DE PANIER POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1350863M

IDCC : 898

Entre :

L'UIMM Allier ;

L'UIMM Auvergne,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

L'UD CFTC Allier,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A compter de l'année 2013, les taux effectifs garantis annuels établis sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois, pour chacun des divers niveaux et échelons de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, sont les suivants :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE
I	1	140	17 165
	2	145	17 241
	3	155	17 301
II	1	170	17 402
	2	180	17 495
	3	190	17 605

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE
III	1	215	18 025
	2	225	18 666
	3	240	19 670
IV	1	255	20 623
	2	270	21 680
	3	285	22 855
V	1	305	24 494
	2	335	26 772
	3	365	29 506
		395	31 599

Ces taux effectifs garantis annuels constituant une garantie distincte de celle visée par l'accord du 13 juin 1980 n'ont pas à supporter la majoration de 5 % ou 7 % prévue par ledit accord.

Article 2

Ces taux effectifs garantis annuels s'appliquent dans les conditions définies à l'article 1^{er} de l'avenant n° 15 du 24 janvier 1995 introduisant les nouvelles dispositions de l'article 47, paragraphe *a*, dans la convention collective du 21 juillet 1976.

Article 3

Les taux effectifs garantis annuels comprennent les compensations pécuniaires versées pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 4

A compter du 1^{er} août 2013, la valeur du point servant à la fixation du barème des rémunérations minimales hiérarchiques prévue à l'article 1^{er} de l'avenant n° 15 du 24 janvier 1995 introduisant les nouvelles dispositions de l'article 47, paragraphe *b*, de la convention collective du 21 juillet 1976, est fixée par le présent accord à 4,820 € pour un horaire de 151,67 heures par mois.

Article 5

L'indemnité de panier prévue à l'article 35 de la convention collective est fixée à 7,63 € à compter du 1^{er} août 2013.

Article 6

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de même valeur.

Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique d'égalité professionnelle et de mixité des emplois indispensables au développement économique de notre société et à la reconnaissance de la place des femmes dans le monde du travail.

Article 7

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Désertines, le 13 juin 2013.

(Suivent les signatures.)